NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET C10.

DICTIONNAIRE

DES

FINANCES

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION

DE

M. LÉON SAY

MEMBRE DE L'INSTITUT, SÉNATEUR, ANCIEN MINISTRE DES PINANCES, ETC.

PAR MM.

LOUIS FOYOT

A. LANJALLEY

EF DE BUREAU

DIRECTEUR GÉNÉRAL

AU MINISTÈRE DES FINANCES

Avec la collaboration des écrivains les plus compétents et des principaux fonctionnaires des administrations publiques

Tome I. — A - D



BERGER-LEVRAULT ET C11, ÉDITEURS

PARIS

5, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY

MÊME MAISON

1889

Nombre de communes : 266: population totale : 278.782; superficie territoriale;: 557,121 hectares; bois domaniaux: 537 hectares; bois communaux: 1.854 hectares.

Cour d'appel de Limoges; chef-lieu d'académie : Clermont : diocèse de l'évêché de Limoges, suffragant de l'archevêché de Bourges: 12° corps d'armée (Limoges).

Sénateurs : 2; députés : 5; percepteurs : 37. Revenus des bureaux de bienfaisance en 1887 :

Valeur du centime départemental, 1887 : 12,101 fr. Revenus communaux annuels, 1887: 409,838 fr.

Voies de communication.	Longueur kilometrique
Chemins de fer d'intérêt général	173
Tocal	
Routes nationales	338
- départementales 1	>
départementales ! Chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. Chemins vicinaux ordinaires construits ou en	2,221
construction	1,435

Budget du département

SOMMAIRE.	1869.	1886.
Recettes ordinaires	789,739 [89	1,162,315 FOG
Dépenses ordinaires: Dépenses obligatoires Propriétés départementales. Routes départementales	49,461 ^f 32 13,643 26 146,698 23	57,234 f 40 7,081 32
Chemins vicinaux et che- mins de fer d'intérêt local. Enfants assistés Aliénés. Assistance publique	347,641 95 35,943 38 33,986 00 13,967 81	568,329 51 53,182 79 56,123 96 18,771 77
Encouragements et subventions	45,878 00 36,086 86 25,154 85	44,800 04 61,778 10 30,795 68
Total des dépenses ordin.	748,461 66	898,097 f57
Recettes extraordinaires Dépenses extraordinaires	475,505 f54 351,189 34	678,512 ^f 90 549,055 44
Emprunts. Dette en principal	1,234,500f00	3,098,037 02

Répartition des 4 contributions directes COMPTE DÉFINITIF DE 1885.

ATTRIBUTIONS sur le montant des contributions.	FONCIÈRE.	PKRSONNELLE et modilière.	PORTES et penétres.	PATENTES,
A l'État. Principal Cent. généraux. Fonds de sec. et	745,677100	32,343 35	121,464 ¹ 00 19,191 31	134,050f 96 49,358 46
non-valeurs .	14,913 54	3,805 10	3,643 92	7,285 38
Au département. Centimes ordi- naires et ex- traordinaires. Aux communes.	760,590 ^f 54 428,016 92	226,403 ⁷ 45 109,145 49	39,784 32	48,651 75
Centimes ordi- naires et ex- traordinaires.	213,930 71	55,902 00	28,268 90	45,477 65
Total par contr.	1,402,538f17	391,450f94	212,352[45	281,821f 20

^{1.} Les routes départementales ont été déclassée

En ajoutant aux chissres qui précèdent, le montant des frais d'avertissement mis à la charge des contribuables et qui se sont élevés à 4,271 fr. 97 c. nour les contributions perçues au profit de l'État. et à 2,847 fr. 98 c. pour celles perçues au profit des communes, la situation respective de l'État, du département et des communes peut se résumer comme

État: 1,326,259 fr. 99 c. Département: 625,598 fr. 48 c. Com-

munes: 346,427 fr. 24 c.; ce qui fait ress général des 4 contributions directes à	ortir le total 2,298,28571
Taxes assimilées	101,280 33
Contributions indirectes.	1 66
Boissons 1,347,336f95 ,	2 Mary 15
Tabacs 1,813,070 21	31.44 (2
Douanes	3,398,536 73
Autres contributions indi-	
rectes 238,129 57	1.71
· Autres produits.	4.1
Enregistrement, domaines et	
timbre 2,490,028f43	49.44
Forêts 13,562 22	make 100
Postes et télégraphes 430,308 95 }	4,018,248 99
Impôt de 3 p. 100 sur le revenu	1.0/43
des valeurs mobilieres 2,234 97	1000
Revenuset produits divers 1,082,114 42 /	A \$ 100

représentant 0 fr. 28 p. 100 du total général des sommes portées au compte définitif des recettes de 1885 pour 3,528,828,539 fr. 37 c. : budget general, 3,056,639,029 fr. 04 c.; budget sur ressources spéciales, 472,189,510 fr. 33 c.

9.816.351176

Soit un total général de.

CRISES FINANCIÈRES ET COMMERCIALES

SOMMAIRE

- I. DÉPINITION ET MÉCANISME DES CRISES.
- II. HISTORIQUE DES PRINCIPALES CRISES.
- 1. Crise de 1810 en France et en Angleterre.
- 2. Crise de 1826 en France, en Angleterre et aux Btats-Unis.
- 3. Crise de 1836 aux États-Unis, en Angleterre et en France.
- 4. Crise de 1847 en Angleterre et en France.
- 5. Crise générale de 1857.
- 6. Crise de 1882 en France.

III. PRÉVISION DES CRISES.

- 7 Commerce extérieur
- 8. Prix des marchandises.
- 9. Examen de la situation des Banques
- IV. LIQUIDATION DES CRISES.
- V. CONCLUSION.

I. DÉPINITION ET MÉCANISME DES CRISES.

Les crises sont des phénomènes qui ont toujours attiré l'attention des économistes, mais elles n'ont été bien étudiées que depuis une vingtaine d'années, et la connaissance des lois auxquelles elles obéissent est encore peu répandue; nous allons essayer de les exposer.

Une crise peut être définie : l'arrêt de la hausse des prix : quelles que soient l'intensité du phénomène et les circonstances dont il est environné, il n'y a pas autre chose.

Les crises reviennent périodiquement et, malgre les souffrances de toute sorte qui en accompagnent la liquidation, elles sont nécessaires. Lorsque, pour employer une locution vulgaire, les affaires vont, les prix de toutes les utilités, marchandises ou services, suivent une marche ascendante, les ouvriers

CRISES FINANCIÈRES ET COMM.

sont recherchés et leurs salaires s'élèvent, les lovers suivent la progression des salaires. l'argent gagné facilement est facilement dépensé; cependant l'épargue se forme et le capital cherche un emploi. choisit d'abord les bonnes valeurs, puis lorsque leur revenu n'est plus assez rémunérateur, il se porte sur les valeurs de second ordre, enfin sur ces titres sans consistance qui suivent le mouvement de hausse et atteignent parfois des prix exorbitants. Les marchandises sont l'objet d'une spéculation analogue et leurs cours atteignent un niveau qui n'est nullement déterminé par l'offre et la demande résultant des véritables besoins du marché.

Cette prosperité repose sur une base essentiel-lement fragile. Elle a un terme lorsque le détenteur veut réaliser le bénéfice qui lui semble acquis. l'offre surpasse alors la demande et la hausse s'arrête : c'est le moment précis où la crise éclate, immédiatement suivie d'une liquidation qui va se poursuivre au milieu de souffrances et d'angoisses. La liquidation est caractérisée par la marche rétrograde des prix, la Bourse est généralement la première atteinte, toutes les valeurs baissent et les faillites se déclarent : les marchandises se placent difficilement dans une population appauvrie, le stock qui s'est formé dans la période de prospérité devient surabondant : pour l'écouler il faut ralentir la production, restreindre les bénéfices, diminuer les salaires auxquels les ouvriers se sont habitués, en un mot baisser tous les prix, jusqu'à ce qu'ils atteignent un niveau tel que la demande puisse de nouveau se manifester. On entre alors dans la période ascendante qui se termine par une nouvelle crise et une nonvelle liquidation.

La vie économique des nations oscille donc entre deux crises et il est impossible de se soustraire à cette loi, car il est de la <u>nature</u> humaine que chacun essaie de tirer de sa chose le plus grand parti possible, c'est-à-dire pousse les prix à leur dernière limite et produise le plus possible pour profiter de la hausse; il est par suite nécessaire, indispensable, qu'il existe un frein capable d'enraver le mouvement et ce frein c'est la crise. Les crises sont périodiques comme le démontre le tableau suivant :

Années. France		Allemagne.	États-Unis.
	_		
1803	Crise.		33
1804 Crise		33	>>
1810 Crise			29
1813 Crise			20
1814 »	20	3	Crise.
1815	Crise.	34	»
1818 Crisc		>	
1819	Crise.		39
1826 Crise		*	Crise.
1829	Crise.	30 T	39
1830 Crise			39
1836 Crise	. »		
1837	Crise.	*	Crise.
1839	Crise.	**	20
1847 Crise	Crise.	*	Crise.
1857 Crise	Crise.	Crise.	Crise.
1861 Embarra	8. »		31.
1864 Crise.	Crise.		Crise.
1873 Crise.		Crise }	Crise.
1882 Crise.			*
1884 »	a		Crise.

La période la plus courte est de trois ans, 1810 à 1813, mais la crise de 1813, plutôt politique que financière, ne doit pas entrer en ligne de compte : la période la plus longue est de 11 ans, 1836 à 1847; le phénomène a une tendance manifeste à se reproduire tous les 8 ou 10 ans, 1818-1826; 1836-1847;

CRISES FINANCIÈRES ET COMM. 1349

1847-1857: 1857-1864: 1864-1873: 1873-1881, En Angleterre la périodicité est à peu près la même, l'Allemagne et les États-Unis sont des nouveaux venus dans la vie économique, aussi la période n'est pas aussi nette que pour la France et l'Angleterre; toutefois les époques de crise tendent à corneider dans les quatre pays compris dans le tableau et il est probable, si les renseignements ne faisaient défaut, qu'on arriverait à des constatations semblables pour tous les autres pays. Les événements politiques, contrairement à l'opinion recue, ne jouent qu'un rôle secondaire dans l'origine des crises; ils peuvent les faire éclater, mais ils ne les déterminent pas, les causes en sont préexistantes et d'ordre purement économique.

Les phénomènes qui accompagnent les crises on plutôt qui en sont la conséquence, se présentent avec une constance remarquable : nous les avons énumérés plus haut : mais comme il est assez difficile de les suivre en eux-mêmes et de déterminer. avec précision certains coefficients, par exemple le taux des salaires à diverses époques, il faut avoir recours à des movens indirects d'observation : nous les trouverons dans les comptes des banques d'émissions, auxquelles viennent en dernière analyse aboutir toutes les transactions commerciales et sera facile de constater aux époques de crise une diminution de l'encaisse métallique corncidant avec un engorgement du porteseuille commercial, conséquence de l'activité des affaires, un accroissement dans la circulation fiduciaire dans l'année de la crisc ou celle qui la précède, immédiatement suivie d'une diminution au moment même de la crise.

Les mêmes faits se produiront en ordre inverse au moment de la liquidation et avec une régularité quasi-mathématique dont nous pourrons tirer les plus utiles conséquences.

Si des faits purement financiers nous passons aux faits commerciaux, nous constaterons une régularité semblable: les tableaux des douanes fournissent constamment un maximum pour le commerce extérieur dans le voisinage des années de crise et un minimum dans celui des années de liquidation.

La démographie elle-même subit l'influence des crises, les mariages, les naissances, les décès, les abandons d'enfants, etc., sont visiblement en relation étroite avec la situation commerciale, et ce n'est pas sans surprise que l'on constate le parallélisme des courbes démographiques et des diagrammes des comptes des banques. L'histoire des crises présentant constamment la répétition des mêmes phénomènes, nous n'exposerons que les plus im-

IL HISTORIQUE DES PRINCIPALES CRISES.

1. Crise de 1810 en France et en Angleterre.

La crise de 1810 fut la conséquence de la guerre désastreuse que se faisaient la France et l'Augleterre. Le blocus continental et le droit de 50 p. 100 frappé sur les denrées coloniales les avait portées, sur le continent, à un prix tel que la vente n'en était plus possible. Les mesures violentes de Napoléon eurent pour effet de rendre la situation du commerce extrêmement précaire, un grand nombre de maisons au-dessus de leurs affaires, mais dont l'actif se composait de produits étrangers, étaient sur le point de suspendre leurs paiements. Le Trésor fit en sous-main des prêts à quelques-unes d'entre elles, mais ces secours ne suffisant pas, il

1350 CRISES FINANCIÈRES ET COMM.

fallut s'adresser à la Banque. Les principaux comptes de cet établissement reflétent l'état des affaires; le portefeuille, du 1º au 31 octobre 1310, monte de 130 à 145 millions, au 30 novembre il est de 149 millions non compris les bons du Trésor; l'encaisse suit une marche inverse et de 86 millions au 1º octobre tombe à 76 millions au 31 octobre et à 67 millions au 30 novembre.

La Banque rèstreint ses escomptes et pendant une semaine, du 6 au 13 décembre, refuse tout effet ayant plus de 70 jours d'échéance. La liquidation s'opère en 1811 et elle est signalée par de nombreuses et importantes faillites.

En Angleterre, la crise éclate en même temps qu'en France. Elle est produite par la fermeture des ports du continent et par les exportations de capitaux destinés à soudoyer les puissances en guerre avec la France; les subsides accordés aux étrangers de 1808 à 1810 avaient atient le chiffre énorme de 775 millions et s'étaient ajoutés à une importation de 150 millions de blés nécessitée par la mauvaise récolte de 1810.

Le haut prix des grains avait amené une vaste spéculation sur les terres landjobbing. La Banque, sous le régime du cours forcé, prêta maladroitement son concours aux landjobbers, et refusa le crédit au véritable commerce; l'année 1811 fut pour tout le pays une année terrible, la liquidation ne commença qu'en 1812 et se termina en 1813, favorisée par une bonne récolte et l'espoir d'une paix prochaine avec le continent.

2. Crise de 1826 en France, en Angleterre et aux États-

Les années qui suivirent les crises de 1818-1819 furent marquées par une activité commerciale extraordinaire. La spéculation se donna libre carrière, on vit éclore les conceptions les plus bizarres. Le public, aveuglé par les cours élevés qu'atteignaient les valeurs et les marchandises, apportait avec une incroyable conflance son épargne à tous ceux qui la lui demandaient.

Les bénéfices énormes réalisés par la spéculation amenérent la hausse des prix. D'après M. de Laveleye le coton avait doublé, le tabac, le sucre, le café avaient ácquis une plus-value de 30 p. 100; le haut prix des denrées coloniales favorisait les exportations américaines et donnait à ces contrées le moyen d'augmenter leurs achats de produits européens, aussi le commerce extérieur augmenta dans de grandes proportions: cette prospérité permit aux républiques américaines de contracter de gros emprunts en Europe.

Tant que l'argent fut abondant, la hausse persista, mais lorsque le drainage opéré par les emprunts américains réagit sur les changes, les embarras commencèrent et il faliut se liquider. La liquidation se traduisit par une baisse de 30 à 40 p. 100 sur tous les prix et un grand nombre de faillites en Angleterre et en Amérique. La France, moins engagée, fut moins éprouyée.

3. Crise de 1836 aux États-Unis, en Angleterre et en France.

Le signal de cette crise partit des États-Unis. L'année 1836 s'était ouverte dans ce pays sous les plus heureux auspices, les dépenses de l'État ne dépassaient pas 100 millions contre 185 millions de recettes et une série de bonnes récoltes avait apporté l'aisance dans les campagnes. La prospérité

CRISES FINANCIÈRES ET COMM.

de l'agriculture fut suivie d'une spéculation sur les terres cultivées, et comme cet aliment n'était pas suffisant, on se rejeta sur la propriété bâtie.

Du 1º janvier au 1º septembre 1836, on éleva a New-York 1,518 maisons; puis les canaux, les chemins de fer, les mines frent à leur tour appel auxcapitaux disponibles.

Les fonds étrangers affluèrent en Amérique, la Banque d'Angleterre en fournit une notable partié. Pour modèrer les demandes, cet établissement élèva le taux de son escompte de 4 à 4 '/2 le 21 juillet 1836, et à 5 p. 100 le 1er septembre de la même année. Ce resserrement du crédit fut suffisant pour porter un coup mortel à un grand établissement irlandais, agricultural and commercial bank, juit le 14 novembre 1836, s'écroula avec ses 30 succursales.

Gette chute fut le signal d'une panique; toutes les banques provinciales furent assiègées par les porteurs de billets; la Banque d'Angleterre leur prêta son appui, mais elle agit avec une extrême rigueur à l'égard des personnes en relation avec l'Amérique dont elle repoussa impitoyablement le papier, ce qui entraina un grand nombre de faiillites.

Pendant ce temps, l'Amérique ne recevant pins de fonds de l'étranger, entrait en pleine crisé. Le plupart des affaires en projet furent abandonnées, les prix surélevés s'affaissérent, les banques sispendirent leurs paiements, les billets perdirent de 10 à 20 p. 100 et le change sur l'Europe monta à 22 p. 100.

En France, la crise n'arriva que de seconde main. Au mois de juillet 1836, quelques symptomés de gène commencèrent à se manifester; le drainage opéré par les États-Unis fit monter l'intérêt hors banque à 5, 5 ½ et même 6 p. 100, les fonds publics fléchirent et l'encaisse de la Banque diminua.

On n'eut cependant pas, comme en d'autres temps, a recourir à des restrictions de crédit pour maintenir un rapport normal entre la réserve métallique et les engagements à vue. Cette situation, cépendant assez précaire, dura pendant toute l'année 1837 à vrai dire il n'y avait de danger que pour les maisons trop engagées avec les États-Unis qui trovrèrent près des capitalistes français et de la Banque un appui, grâce auquel elles purent supporter la crise sans trop de dommage.

4. Crise de 1847 en Angleterre et en France.

Le premier nuage précurseur de la crise de 1847 fut en 1845 la maladie de la pomme de terré en Irlande; la disette qui s'ensuivit amena la grande émigration en Amérique connue sous le nom d'azade. L'Angleterre s'imposa de lourds sacrifices pour venir au secours de l'Irlande, mais elle dut bientôt songer à elle-même, car la récolte de blé de 1846 avait manqué dans une grande partie de l'Europe.

Le blé monta en France, en 1846, à 24 fr. 06 c. l'héctolitre et, en 1847, à 29 fr. 01 c.; les prix étaient encore plus élevés en Angleterre. On eut recours aux importations qui atteignirent pour la seule angleterre le chilfre de 1 milliard de francs. Comme les exportations ne s'étaient pas accrues, il fallut solder la différence en numéraire.

La Banque d'Angleterre, pour défendre son encaisse, éleva rapidement son escompte; la Bourse baissa. A ce moment une somme importante airiva d'Amérique et l'encaisse reprit une marche ascendante, mais l'amélioration ne fut pas de l'ongue durée. Au mois de juillet l'écoulement de l'or rédom-

CRISES FINANCIÈRES ET COMM.

mença, obligeant la Banque à prendre des mesures rigoureuses, telles que : élévation de l'escompte à 5 1/1, refus de tout papier ayant plus d'un mois d'échéance et rejet de toute demande d'avances sur ltres

Ces restrictions aggravèrent la crise : les spéculateurs en grains, par suite des bonnes apparences de la récolte de 1847, sombrèrent les premiers, l'alarme se répandit et un grand nombre de banques suspendirent leurs paiements (octobre 1847). Les consolidés tombèrent à 79, les actions de toute nature devinrent invendables, l'escompte libre monta à 13 p. 100: les usines congédièrent leur personnel, il v eut jusqu'à 100,000 ouvriers de tous états sur le pavé. Ces catastrophes résultaient, pour partie, de l'act de 1844. La Banque, liée par ses statuts, étavant sa circulation sur le numéraire et non sur le papier de commerce, ne pouvait venir au secours des affaires, le gouvernement anglais le comprit et moins de trois ans après sa mise en vigueur, l'act de 1844 fut suspendu.

La suspension de l'act de 1844 fut suivie d'une amélioration immédiate. La Banque n'étant plus limitée dans ses émissions par le chiffre de son encaisse, continua ses escomptes et ramena un peu d'aisance dans la circulation générale, l'or revint et la liquidation put s'opérer.

En France, comme en Angleterre, le mal provenait de la mauvaise récolte de 1846. La cherté du blé plongeait la population ouvrière dans une profonde

Les achats de grains et les constructions de chemins de fer avaient donné lieu à une grande création de papier dont on constate l'existence dans les comptes de la Banque; les escomptes qui, en 1845, avaient été de 1,403,000,000 de francs, furent, en 1846, de 1,625,000,000 de francs; en même temps, du 1^{er} janvier à la fin de l'année les réserves métalliques étaient tombées de 252 à 80 millions.

Pour ralentir la sortie des espèces, la Banque, le 14 janvier 1847, éleva à 5 p. 100 le taux de son escompte maintenu à 4 p. 100 depuis le 13 janvier 1820. C'était un premier mais timide essai de la mobilié du taux; en même temps elle eut recours à son moyen ordinaire, les achats de métaux précieux. Elle emprunta en Angleterre 25 millions et demi sur dépôt de rentes; cette ressource était illusoire puisque l'Angleterre pouvait retirer son or par une simple élévation du taux de l'escompte et la Banque ne serait pas facilement sortie d'embarras s'il ne lui était arrivé une proposition qui leva les principales difficultés.

A la suite des exportations de blé nécessitées par la disette qui régnait dans la partie occidentale de l'Europe, le gouvernement russe se trouvait à la tête de disponibilités importantes qu'il voulut utiliser jusqu'à concurrence de 30 millions de roubles. en achats de valeurs étrangères. L'ambassadeur de Russie à Paris proposa à la Banque de France de céder au Trésor impérial un capital de 50 millions de rentes pris sur celles qu'elle avait à sa réserve. Cette cession était dans les convenances des deux parties, elle procurait à la Russie, à un cours déterminé, des valeurs qu'elle n'aurait pu demander au marché sans amener de la hausse et elle permettait à la Banque de solder sans écoulement d'espèces une grande partie du blé acheté à la Russie; il suffisait pour cela que la Banque acceptat en paiement et se chargeat de recouvrer les traites tirées sur la France par les négociants de Saint-Pétersbourg

CRISES FINANCIÈRES ET COMM. 1351

ou d'Odessa. Grâce à la vente de ses rentes, la Banque put maintenir son encaisse et réduire en décembre le taux de son escompte à 4 p. 100.

5. Crise générale de 1857.

La crise de 1847 avait complètement déblayé le terrain, aussi la reprise fut énergique; on peut dire que les années 1850-1857 sont les plus prospères du xix siècle.

Tout contribuait à donner la plus vive impulsion à la vie économique; on venait de découvrir les gites aurifères de l'Australie et de la Californie, le métal arrivait daus l'univers entier, et principalement en Europe avec une abondance et une régularité jusqu'alors inconnues; on estime à plus de 4 milliards les importations d'or faites en Europe de 1848 à 1856.

L'abondance du signe monétaire — malgré la guerre de Crimée, les sommes considérables qu'elle exigeait et trois mauvaises récoltes — imprima une activité extraordinaire à l'esprit de spéculation. On vit renaître la fièvre des chemins de fer, toutes les entreprises trouvèrent des capitaux et le commerce extérieur se développa instantanément.

Les exportations et les importations réunies de l'Angleterre qui. en 1818, s'élevaientà 3,625,000,000 de francs, montèrent, en 1857, à 7,475,000,000 de francs; en France, pendant la mème période, le commerce extérieur passa de 1,692,000,000 de francs à 4,338,000,000 de francs. L'Amérique suivit le mouvement, elle construisit 24,000 kilomètres de chemins de fer, crèa une marine marchande égale à celle de l'Angleterre et réduisit sa dette au chiffre insignifiant de 175 millions de francs.

Comme à toutes les époques de grande prospérité, le revenu fourni par les valeurs de premier ordre s'affaiblit et les faiseurs de projets purent donner libre cours à toutes leurs utopies, suivis qu'ils étaient par la masse du public aveuglée par la hausse. Différents États émirent des emprunts qui furent souscrits avec empressement, les villes firent aussi appel au crédit et se transformèrent à l'exemple de Paris. L'Allemagne, qui s'était quelque temps tenue en dehors du mouvement, fut à son tour atteinte de vertige et vit naître les alfaires les plus étranges; l'orage se formait; il éclata en 1857, il fut terrible.

Les années 1854, 1855 et 1856 avaient été pour l'Europe des années de disette, le blé avait valu 28 fr.82 c., 29 fr. 32 c., et 30 fr. 75 c. l'hectolitre. Les États-Unis avaient fourni une partie de l'approvisionnement du continent et les premiers exportateurs avaient réalisé des bénéfices qui avaient tenté les spéculateurs. Ceux-ci, au commencement de 1857, avaient formé un stock qu'ils comptaient écouler en Europe. Mais leurs calculs furent trompés, l'année 1857 fut bonne et le blé tomba à 24 fr. 75 c. l'hectolitre; c'était la ruine de la spéculation. L'Amérique n'ayant plus la ressource des expéditions de blé pour acquitter ses achats de marchandises européennes qui avaient atteint d'énormes proportions, dut les solder en numéraire.

Les premiers envois d'espèces causèrent un étonnement auquel se joignit bientôt une vive inquiétude, le crédit se resserra et une grande banque de Chicago, l'Ohio life and trust Co, suspendit ses paiements entraluant dans sa chute ses correspondants de New-York (24 août 1857).

reu de jours après, une des plus anciennes banques des États-Unis, Mechanic banking association, sombra à son tour, suivie à courte distance par les banques de la Pensylvanie et du Maryland.

Les autres banques, effrayées par ces sinistres, réduisirent leurs escomptes; ce fut le signal de la débacle.

En peu de jours les valeurs les plus solides baissèrent de 40 à 50 p. 100; les banques de New-York qui possèdaient un fort encaisse retirèrent leurs billets de la circulation mais refusèrent tout crédit, le taux de l'escompte s'éleva à 60 et même 70 p. 100! Les déposants épouvantés se ruèrent sur les banques pour en retirer leurs fonds et à la suite de cet assaut, le 13 octobre, sur 33 banques que comptait New-York, 32 suspendirent leurs paiements. Quelques jours après, dans tous les États-Unis et en Californie, il n'y avait plus debout une seule maison de crédit.

Le coup qui frappait l'Amérique se répercuta en Angleterre. Ce pays qui avait éprouvé quelques embarras dès 1856 sans y prêter toute l'attention qu'ils méritaient, allait être rudement tiré de sa quiétude.

L'année 1857 s'annonça mal pour l'Angleterre, la révolte de Nana Sahib menaça séricusement son empire indien; la répression de l'insurrection nécessita l'envoi aux Indes de sommes considérables, au moment même où éclatait la crise américaine.

L'encaisse de la Banque d'Angleterre fut entamé, elle le défendit par l'élévation du taux de l'escompte, les banques du continent y répondirent en élevant aussi le loyer de l'argent.

La Banque de France usa pour la première fois de la faculté qu'elle tenait de la loi du 9 juin 1857, d'élever au-dessus de 6 p. 100 le taux de son escompte.

Cette guerre d'escompte fut funeste à l'Angleterre qui se trouva dans l'impossibilité d'arrêter les sorties d'or.

La Banque d'Angleterre, on doit le dire à son honneur, secourut largement le commerce, mais l'act de 1844 allait eucore opposer une barrière à ses efforts; le 12 novembre il fut encore une fois suspendu. Comme en 1847, cette mesure ramena immédiatement le catme. Lorsqu'on sut que les opérations de la Banque ne subiraient aucun arrêt, le public cessa de prendre de l'or par provision et l'écoulement du numéraire se ralentit. La crise n'était pourtant pas finie, les prix continuèrent à baisser, les usines cessèrent leurs travaux et les ouvriers furent réduits à la dernière misère.

Le nombre des faillites importantes fut de 207, les pertes s'élevèrent à 1,500,000,000 de francs.

La liquidation de cette terrible crise fut rapide. l'escompte baissa sur le continent, et comme Londres maintenait le sien à 10 p. 100, l'or reprit le chemin de l'Angleterre; à la fin de 1858 le travail et les affaires étaient en bonne voie.

L'Allemagne, la Suède, la Norvège, le Danemark furent également dévastés par ce cyclone économique. Nous avons parlé du vertige qui avait saisi l'Allemagne; ce pays allait payer cher ses folies.

Hambourg fut la première place touchée. La suspension d'une importante maison de Londres fort engagée avec l'Allemagne fl éclater la crise. L'effondrement fut rapide et complet. Comme en Angleterre, les prix s'affaissèrent et le 3 décembre les escomptes furent entièrement suspendus; 180 maisons arrêtèrent leurs paiements. Tout le nord de l'Europe auquel Hambourg servait de banquier et de courtier se trouvant privé de crédit arrêta ses affaires

CRISES FINANCIÈRES ET COMM

Au moment où tout paraissait perdu, une propesition de l'Autriche vint aplanir les principales dirficultés. Ce pays, soumis au régime du cours forcet n'ayant pas de grands besoins de numéraire, offrit à Hambourg un prêt de 10 millions de marks.

Cette somme fut employée par le Gouvernement à secourir les maisons en état de suspension. Le résultat fut merveilleux; les prêts du Gou-

Le résultat fut merveilleux; les prêts du Gonvernement, en ramenant dans la circulation une certaine aisance, permirent aux banques de consacrer à l'escompte une partie des ressources qu'elle tenaient en réserve pour le remboursement det dépôts. Les moyens d'échange se trouvant accrus du produit de la mobilisation des effets de commerce, les besoins devinrent moins urgents et au bout de quelques jours l'or commença à revenir.

Nous avons dit plus haut quelques mots des embarras qui avaient surgi en France; ils avaient acquis en 1857 une intensité telle qu'il avait été question de donner cours forcé aux billets de la Banque. Le Gouvernement, bien inspiré, refusa de consentir à cette mesure qui doit être réservée pour les plus extrêmes besoins. La Banque ne pouvant plus compter que sur elle-même, éleva le taux de son escompte. Cette détermination fut suivie d'un prompt succès; du 10 au 26 novembre l'encaisse augmenta de 8 millions et demi ce qui permit d'abaisser le prix du crédit.

La Banque, en même temps qu'elle maniait vigourensement le taux de l'escompte, par des secours distribués avec discernement vint en aide aux maisons momentanément embarrassées. Cette conduite énergique et prudente et l'amélioration de la situation à l'étranger amenèrent une détente qui permit, le 18 février 1858, d'abaisser l'escompte à 4 p. 100.

La crise de 1857 est la plus intense qui ait sévi depuis le commencement du siècle, elle est remarquable par sa généralité et elle a fourni la démonstration la plus complète de la solidarité des marchés.

6. Crise de 1882 en France.

La crise de 1873 ne fit qu'effleurer la France; de 1864 à 1881, c'est-à-dire dans l'espace de 17 ans, on ne voit pas chez nous de cataclysme économique, ce qui constituerait une anomalie si on n'observait qu'il s'était produit au commencement de la guerre une liquidation anticipée. A cette époque toutes les affaires s'étaient arrêtées, la Bourse avait fiéchi et la Banque avait eu son portefeuille bourré d'effets prorogés remboursés peu à peu lors de la conclusion de la paix; cette liquidation, bien que provoquée par des causes étrangères à la situation économique, n'en avait pas moins été complète et elle avait été suivie d'une magnifique reprise d'affaires.

Aussitot après la guerre on sentit le besoin de déployer une extrème activité.

Les circonstances étaient favorables, toutes les valeurs étaient cotées à des prix qui laissalent une forte marge à la hausse, et l'étranger, comme le marché intérieur, privé depuis longtemps de nos produits, nous adressait demandes sur demandes.

La Bourse, contrairement à ce qui se passe d'or dinaire, ne profita pas immédiatement de la reprise; les grands emprunts ne permettant pas de porter les capitaux sur le marché, aussi en juin 1871, nous trouvons le 3 p. 100 à 54,10, le 4 1/2 à 80,10; en décembre 1872, les cours sont à peu près les mèmes, 54,80 pour le 3 p. 100, 77,25 pour le 4 1/2; mais à partir de 1873 la hausse se dessine nette-

CRISES FINANCIÈRES ET COMM.

ment et ne s'arrète plus, comme le montre le tableau suivant:

Plus haut cours de la rente au mois de décembre.

		3 p.100.	5 p. 100.			3 p.100.	5 p. 100.
873		59,10	93,40 99,50	1878		77.40	113,00
874		62,75	99,50	1879	:	82,55	115,55
875		66,70	104,60	1880		85,90	119,35
876		71,15	104,90	1881		86,00	116,25
877		73,90	104,90			,	

Pour profiter de cette disposition du marché, plusieurs compagnies d'assurances furent créées à grand fracas, le public acheta leurs actions majorées avantle début des opérations d'une prime importante. La plupart de ces établissements ont eu une existence éphémère et avant la crise, leur marché s'était effondré après avoir englouti des capitaux considérables puisés surtout dans la petite épargne.

Cette brèche fut vite réparée et comme l'argent ne se portait plus volontiers sur les actions de compagnies d'assurances, on créa des banques dont l'unique fonction était de lancer des titres, toujours majorés de primes, qui, dans bien des cas, dépassaient de 100 p. 100 le capital nominal.

Il serait trop long de rappeler les noms de toutes ces banques et leurs émissions, le Crédit général français, le Crédit de France, la Banque de Lyon et de la Loire et surtout l'Union générale sont encore présents à toutes les mémoires.

L'année 1881 fut marquée par une spéculation effrayante sur les actions de l'Union générale et de ses créations, la Banque des pays autrichiens, la Banque des pays hongrois, etc. Cette société était le moteur du marché, qui subissait une véritable crise de hausse; jamais, depuis les jours de Law, pareil vent de foile n'avait soufflé sur la France.

L'activité qui régnait à la Bourse se retrouvait dans toutes les directions, le commerce extérieur était en progrès, le commerce de luxe en pleine prospérité; dans toutes les villes on bâtissait à outrance, les impôts rentraient avec une facilité jusqu'ici inconnue, donnant chaque mois des plus-values que malheureusement on croyait éternelles.

Le Gouvernement n'échappa point à la contagion; il commit deux fautes d'une extrème gravité; la première, de se lancer saus mesure dans des dépenses exagérées pour les écoles et les travaux publics; la seconde, de dégrever les impôts. Accabler le budget de charges nouvelles et diminuer ses ressources était une politique insensée, il fallait opter sous peine de mettre l'équilibre du budget à la mcrei des crises et des événements de toute nature.

Les premiers symptômes de gêne se manifestèrent à la fin de 1881; dans les derniers mois de l'année, le marché surmené commençait à fléchir; le malaise s'accentua au mois de janvier 1882, c'était le commencement de la crise; néanmoins les illusions persistaient, elles tombérent lorsque le 1st février on apprit l'arrestation des directeurs de l'Union générale et le lendemain la faillite de cet établissement.

A la conflance succéda la panique, les cours s'effondrèrent; malgré les efforts faits pour les soutenir, la baisse prit définitivement le dessus et à l'animation des années précédentes succéda une invincible torpeur; dans la tourmente, la plupart des banques dont nous avons rapporté le rôle funeste sombrérent. La Bourse ne fut pas seule atteinte, la crise s'abattif sur la propriété foncière; nombre d'entrepreneurs qui, à Paris et en province,

CRISES FINANCIÈRES ET COMM. 1353

avaient construit des villes entières, ne trouvant ni à louer ni à vendre leurs immeubles, déposèrent leur bilan et les loyers baissèrent dans de fortes proportions. Le commerce de luxe perdit toute activité; le commerce extérieur diminua et les excédents produits par les droits de timbre et d'enregistrement, par l'impôt sur les valeurs mobilières et par le développement de la consommation firent place au déficit. Cette situation a duré quatre ans, mais on commence à entrevoir des jours meilleurs, car la liquidation a été achevée en 1886 et l'année 1888 semble nous préparer une reprise d'affaires modeste mais solide.

III. PRÉVISION DES CRISES.

7. Commerce extérieur.

L'historique précédent a eu pour but de mettre en lumière le fait que les crises n'arrivent pas à l'improviste, qu'elles sont au contraire la conséquence d'un état économique parfaitement déterminé.

La définition de la crise est l'arrêt de la hausse des prix; et les prix les plus élevés doivent se trouver dans le voisinage des époques de crise. Nous ne pouvons directement être renseignés sur le chiffre des transactions intérieures, mais les tableaux de l'administration des douanes nous donnent, sinon exactement, du moins avec une approximation suffisante le mouvement du commerce extérieur; les maxima des importations (commerce spécial) sont donnés par le tableau suivant:

Importations du commerce spécial (maxima depuis 1818).

		 	 		London	1	***	 see rech com/.
*181					1849			789,000,000
*182	6			436,000,000	*1856			1,989,000,000
*183	0			489,000,000	*1861			2,412,000,000
183	2			504,000,000	1868			3,301,000,000
183	7			656,000,000	*1872			3,570,000,000
184.	3			366,000,000	1876			3,988,000,000
*184	7			955,000,000	*1880			5,033,000,000

Les années de crise ou précédant immédiatement les crises sont narquées d'un astérisque.

Sur 10 crises qui ont sévi en France depuis 1818, 8 ont été précèdées ou accompagnées par un maximum des importations, c'est ce qu'exprime si heureusement le vieux proverbe cherté foisonne. Les résultats fournis par les exportations sont loin d'être aussi concluants, car la cherté des produits nationaux empêche jusqu'à un certain point leur placement au dehors. Quoi qu'il en soit, le tableau des importations donne lieu à une remarque curieuse, chacun des maxima dépasse le maximum qui le précède et il y a tout lieu de croire que lors de la prochaine crise les importations dépasseront 5,033 millions, chiffre atteint en 1880.

8. Prix des marchandises.

Les crises étant l'arrêt de la hausse, c'est-à-dire un niveau des prix tel qu'il ne peut être dépassé par l'acheteur, les années de cherté doivent corncider avec les années de crise, c'est ce qui se vérifie pour la plus importante des denrècs, le blé.

Prix maximum de l'hectolitre de blé.

*1803				24/25	1854				28f82
*1812				34 34	*1856				30 75
*1817				36 16	*1861				24 55
1823				17 52	1868				26 64
*1829				22 59	1871				25 65
*1839				22 14	*1873				25 62
1843				20 46	1877				23 44
*1847				29 017	*1881		٠		22 20

Les années de crise ou celles qui les précèdent immédiatement sont marquées d'un astérisque.

La périodicité révélée par ce tableau est à très peu près celle des crises. Il convient toutefois d'observer que la coıncidence des crises et celle de la cherté du blé pourraient cesser, car depuis quelques années il s'est introduit un élément nouveau — la production de l'Amérique et de l'Inde — dont l'influence n'est pas encore déterminée.

L'examen des prix des autres marchandises dans lesquelles il faut comprendre les valeurs de Bourse donne des résultats à peu près identiques, en sorte qu'on peut formuler la loi suivante :

Le commencement de la crise coïncide avec un maximum des prix et notamment avec un maximum du prix du blé.

9. Examen de la situation des banques.

1º Portefeuille. - Dans les périodes de prospérité, lorsque nulle part le capital n'est sans emploi. ce qui est le critérium de la prospérité, la spéculation se procure les ressources dont elle a besoin dans les banques d'émission et cela quel que soit le taux de l'escompte. En effet, il suffit pour que les affaires soient possibles, que l'intérêt du capital soit inférieur aux profits que fournit l'emploi de ce . même capital, donc si les profits sont très grands, le taux de l'escompte pourra être très élevé sans nuire en rien aux transactions. Les demandes faites aux banques se présentent sous forme d'escompte et d'avances sur titres, mais ces dernières sont négligeables - du moins en France - devant les escomptes; le portefeuille se gonfle, parallèlement la circulation des billets augmente, mais la circulation ne peut aller bien loin, au moment où la crise va éclater elle diminue, car à ce moment ce n'est plus du crédit que l'on demande, mais du comptant pour liquider et solder les achats faits à l'étranger pendant la hausse ; or comme les importations dépassent habituellement les exportations dans les périodes de grande prospérité, les soldes doivent être payés en numéraire que l'on va chercher dans les banques d'émission, soit contre billets. soit contre papier de commerce escompté, c'est ce qui explique le double mouvement qui se produit dans l'encaisse et dans la circulation qui diminuent parallèlement.

Quant aux comptes courants, leurs mouvements sont trop irréguliers pour qu'il soit légitime d'en tirer une conclusion, on est au contraire frappé de la régularité de la marche du portefeuille, de l'encaisse et de la circulation et on peut en déduire la loi suivante:

Une crise coincide avec un minimum de l'encaisse et un maximum des escomptes des banques d'émission

Cette loi est entièrement vérissée par la statistique. comme le démontrent les tableaux suivants :

Banque de France.

Années.				Maxima des escomptes.	Années.				Maxima des escomptes.
_	-				-	-			_
*1803.				510,000,000	*1847.				1,811,000,000
1805.				631,000,000	1853.				2,848,000,000
*1810.				792,000,000	*1857 .				5,507,000,000
*1818.				615,000,000	*1861.				5,292,000,000
1822.				395,000,000	*1864.				6,444,000,000
*1826.				689,000,000					6,538,000,000
*1830.				617,000,000	1869.				6,628,000,000
*1839.				1,193,000,000	*1873.				9,562,000,000
1842.				1,179,000,000					11,374,000,000

^{*} Les années de crises ou celles qui les précèdent immédiatement sont marquées d'un astérisque

CRISES FINANCIÈRES ET COMM.

Années.					Minima de la moyenne de l'encaisse.	Ann	ées			Minima de la moyenne de l'encaisse.	
*1804.					11,000,000	1842.			8	999 700 4-4	4
*1810.					42,000,000	*1847.		÷		223,000,000	ė
*1813.					28,000,000	*1856.				122,000,000	
1821.					151,000,000	*1861.		•	•	225,000,000	Š
*1826.					100,000,000	*1864.	7	•	•	369,000,000	
*1830.					145,000,000	1871.			•	252,000,000	ì
1834.	÷	i			158,000,000	1878.			•	551,000,000	
*1836.	÷				146,000,000	*1881.	•	•	•	2,072,000,000	3
*1839.					235,000,000		:	:		1,751,000,000	Ġ

sont marquées d'un astérisque. En résumé, les symptômes des crises sont les

- snivants:
- 1º Cherté des marchandises et notamment du blé 2º Augmentation des importations;
- 3º Diminution de la réserve métallique des ban-
- 4º Gonflement du portefeuille des banques d'émis-

Lorsque tous ces phénomènes se présentent à la fois, la catastrophe est imminente et elle éclate avec d'autant plus d'intensité que l'activité des affaires de toute sorte a été plus grande et que le crédit est plus développé. Tel est le premier acte du drame, le second constitue la liquidation dont nous avons à exposer la marche et les effets.

IV. LIQUIDATION DES CRISES.

La liquidation est la baisse des prix.

Lorsque le capital refuse de suivre la hausse, il y a nécessairement un mouvement de recul, et les spéculateurs qui ont besoin de la hausse pour se maintenir voient leur crédit disparattre et leurs ressources s'anéantir; les premières faillites se déclarent; toutes les utilités s'avilissent par suite des réalisations forcées et de la crainte qui s'empare des esprits, l'aisance diminuant, les débouchés des industries de luxe se resscrrent et bientôt ce n'est plus sur le superflu seul, mais aussi sur le nècessaire que portent les économies. La diminution de la demande amène la baisse de plus en plus grande des prix et c'est alors qu'on parle de crise, bien que la crise elle-même soit depuis longtemps terminée. Lorsque les prix ont atteint un niveau assez bas pour tenter de nouveau l'acheteur, la reprise des affaires a lieu, la crise est liquidée.

De même que les crises éclatent simultanément sur un grand nombre de marchés, les liquidations s'opèrent presque simultanement. Voici pour la France et l'Angleterre la série des années de liquidation.

Dates des liquidations.

France.	Angleterre.	France.	Angleterre.
_	- 1	_	T 194.55
1800	1800	1841	1841
*	1804	1849	1819
1805			1858
1811		1859	* N. W.
	1812	1862	18 . 164
1814		1865	
	1817		1868-1860
1820	1820	18-0	
*	1827	1874	1.12
1828			1877
	1830	1886	1886
1832	•	1 20 0	2011-24 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12

La conséquence la plus immédiate de l'appauvrissement qui se produit dans les années de liquidation est la diminution des importations; elles sont le plus faibles possible dans les années qui précèdent la reprise des affaires.

Le tableau suivant qui donne les minima des

CRISES FINANCIÈRES ET COMM.

importations depuis 1819 démontre ce fait jusqu'à l'évidence.

Importations du commerce spécial.

Ann	bes	١.	1	Années.	
	_				
1815.			199,000,000	*1848	474,000,000
*1819.			294,000,000	*1858	1,563,000,000
*1827.			414,000,000	*1862	2,198,000,000
*1831.			374,000,000	*1870	2,858,000,000
1833.			492,000,000	*1874	3,508,000,000
1839.			650,000,000	1877	3,671,000,000
1844.			857,000,000	*1885	4,088,000,000

On peut donc formuler la loi suivante :

Les importations présentent un minimum l'année de la liquidation ou l'année qui précède la liqui-

L'examen des prix nous conduit à des résultats à peu près semblables, surtout en ce qui concerne le blé. Une année d'abondance termine généralement une liquidation. Voici les cours minima du blé depuis le commencement du siècle :

Années.				Prix de l'hectolitre.	Années.	Prix de l'hectolitre
					_	
*1799.				16 20	*1834	15/25
*1805.				19 04	*1841	18 51
1809.				14 86	*1849	14 15
*1814.				17 73	*1859	16 74
				18 42	*1865	16 41
*1822.				15 49	*1875	19 32
1825.				15 74	1	

Un simple coup d'œil suffit pour montrer la relation entre la périodicité des minima du prix du blé et celle des liquidations. Toutefois, nous devous répéter une observation déjà faite, à savoir que ce critérium pourrait à l'avenir tomber en défaut en raison du blé expédié d'Amérique et de l'Inde. dont l'effet semble être de déprimer les cours d'année en année. Les prix des autres marchandises conduiraient à des conclusions identiques, d'où la formule suivante : Le prix des marchandises de toute sorte et notamment le prix du blé est minimum l'année où la liquidation est complète, l'année d'avant ou l'année d'après.

Enfin les comptes des banques d'émission nous renseignent de la manière la plus nette sur la marche de la liquidation des crises. La Statistique démontre que l'encaisse atteint un MAXIMUM et le portefeuille un MINIMUM dans les années de liquidation.

Années.					Escompte (minima).	Années.			Escompte (minima).		
_					_	1 -		_			
*1800.					96,000,000	*1849.			1,026,000,000		
*1805.					255,000,000	1854.			2,043,000,000		
*1811.					416,000,000	*1858.			4,170,000,000		
*1814.		·			203,000,000	*1862.			5,206,000,000		
*1820.					304,000,000	*1865.			6,030,000,000		
1823.					308,000,000	1868.			5,573,000,000		
*1828.					402,000,000	*1871.			4,088,000,000		
*1832.					151,000,000	1876.			5,640,000,000		
*1841.					1,079,000,000	*1887.			8,269,000,000		
1843.					1,014,000,000						

Maxima de la moyenne de l'encaisse métallique

Ann	ée	١.		Muxima.	Années	١.	Maxima.
-	-						-
*1804.				14,000,000	*1840.		246,000,000
1807.				74,000,000	1844.		285,000,000
*1811.				103,000,000	1852.		584,000,000
*1815.				49,000,000	*1859.		570,000,000
*1820.				195,000,000	*1862.		369,000,000
1823.				185,000,000	*1869.		1,189,000,000
*1828.				211,000,000	*1877.		2,195,000,000
*1832.				251,000,000	1879.		2,115,000,000
1835.				181,000,000	1882.		2,046,000,000
1838.				273,000,000	*1886.		2,423,000,000
				and the second second		0.000	

^{*} Les années de liquidation et celles qui les précèdent immédiatement

A l'exception de l'année 1814, année de liquidation où le chiffre des escomptes a été un peu supérieur à celui de 1815, le tableau précédent donne le minimum des escomptes, on voit que ce minimum se produit précisément l'année de la liquidation; le même tableau fournit les maxima de l'encaisse qui se produisent également à la fin des liquidations. Nous ne reviendrons par sur la circulation dont nous avons déjà expliqué les mouvements.

V. CONCLUSIONS.

Nous avons essayé d'établir la nature des crises, de déterminer les phénomènes qui permettent de prévoir leur arrivée et ceux qui annoncent leur liquidation : nous avons montré que ce ne sont pas des accidents, un malaise fortuit impossible à prévoir, mais bien une véritable maladie parfaitement déterminée, qui survient à époques presque fixes et qui annonce toujours son arrivée. Cette maladie peut-elle être évitée ? A cette question nous répondrons par la négative; ce n'est ni telle ou telle forme de gouvernement, ni telle ou telle direction politique qui peut arrêter le mal, il faut qu'il suive son cours.

Ce n'est que par ignorance que dans les périodes de liquidation on peut réclamer des pouvoirs publics des mesures destinées à redonner de la vie aux affaires et c'est une grande présomption aux hommes de gouvernement de promettre de pareilles mesures. Nous ne saurions trop le répéter, lorsque la crise s'est déclarée, il n'y a plus qu'à en attendre la liquidation: ce n'est ni des ouvertures de chantiers nationaux, ni des secours distribués avec plus ou moins de discernement, ni des droits protecteurs, en un mot ce n'est pas le socialisme d'État sous aucune forme qui peut arrêter le développement de la maladie, elle se termine seule et tous les expédients ne font que l'aggraver.

Ce n'est donc pas aux gouvernements qu'on peut demander le remède, mais ce qu'on est en droit d'exiger d'eux, c'est de ne pas provoquer des crises par des dépenses exagérées et par des procédés qui menacent et effrayent les intérêts; ce qu'on doit réclamer d'eux, c'est une politique prudente et rien au delà. Mais il faut aussi que les individus montrent de la fermeté et de l'intelligence, qu'ils acceptent résolument les conséquences de leurs erreurs et qu'ils sachent fermer l'oreille à ceux qui teur disent que le soulagement à leurs maux se trouve ailleurs que dans le travail et l'épargne.

Clément Juglar et P. des Essars.

CROUPES. - Sous l'ancien régime on désignait sous ce nom certaines charges imposées aux adjudicataires des baux des fermiers généraux ou aux intéressés dans les affaires de finance, et qui ne figuraient pas dans l'acte public.

Il était d'usage, en effet, au renouvellement d'un bail de la ferme générale, des gabelles, ou des droits du domaine, que le contrôleur général imposat à la compagnie concessionnaire, par un traité particulier, l'obligation d'accorder à des personnes qu'on voulait favoriser, une certaine part dans les bénéfices de l'entreprise. Les parts d'intérêt des divers associés étaient ordinairement chargées d'une ou de plusieurs croupes.

Il y avait aussi des croupes établies sur certains emplois des finances.

C'était un moyen de récompenser des services rendus à l'État, et telle fut sans doute l'origine des croupes : mais c'était aussi un moyen facile d'ac-